



COMITÉ EUROPÉEN DE DROIT RURAL
EUROPEAN COUNCIL FOR RURAL LAW
EUROPAISCHE GESELLSCHAFT FÜR AGRARRECHT UND DAS RECHT DES LÄNDLICHEN RAUMES

XXVIIIe Congrès européen de droit rural

9-12 septembre 2015, Potsdam (Allemagne)

XXVIII European Congress of Agricultural Law

9-12 September 2015, Potsdam (Germany)

XXVIII. Europäischer Agrarrechtskongress

9.-12. September 2015, Potsdam (Deutschland)

organisé sous la direction du C.E.D.R. par la Société Allemande de Droit Agraire
organised under the direction of the C.E.D.R. by the German Society for Agricultural Law
organisiert unter der Leitung des C.E.D.R. durch die Deutsche Gesellschaft für Agrarrecht

Questionnaire – Fragebogen

Commission II – Kommission II

ESPACE RURAL: CADRE JURIDIQUE ET MISE EN ŒUVRE

RURAL AREAS: LEGAL FRAMEWORK AND IMPLEMENTATION

LÄNDLICHER RAUM: RECHTSRAHMEN UND UMSETZUNG

Président: Prof. Dr. Joseph Hudault, Université Paris I Panthéon Sorbonne (France)

Rapporteur général: ass.Prof. Dr. János Ede Szilágyi PhD, Université de Miskolc (Hongrie);

civdrede@uni-miskolc.hu

I. Instruction générale – General instruction – Allgemeine Hinweise

Le rapport national devrait compter environ **15 pages ainsi qu'une page de résumé** et être envoyé par e-mail au Rapporteur général au plus tard le **30 juin 2015** en format Word. Une copie devrait être aussi envoyée au Délégué Général: roland.norer@unilu.ch. Avant d'écrire le rapport les rapporteurs sont priés de demander le **document Word formatisé** auprès du Délégué Général (adresse e-mail ci-dessus).

Pour plus d'informations, les rapporteurs nationaux sont priés de prendre contact avec le Rapporteur général.

A national report should consist of around **15 pages and a summary of one page** and should be delivered by e-mail by the **June 30, 2015** as a word document to the General Reporter (address as above). A copy should be sent to the Delegate General: e-mail address: roland.norer@unilu.ch. Before the rapporteurs start writing they should ask the Delegate General for the **style sheet (word document)** (e-mail address see above).

Further Information: Please contact the General Reporter for additional information.

Ein nationaler Bericht sollte ungefähr **15 Seiten sowie eine Seite Zusammenfassung umfassen** und per E-Mail bis am **30. Juni 2015** als Word-Datei dem Generalberichterstatter übermittelt werden (E-Mail-Adresse siehe oben). Eine Kopie sollte dem Generaldelegierten übermittelt werden: roland.norer@unilu.ch. Bevor die Berichterstatter mit dem Schreiben beginnen, sind sie gebeten, die **Formatvorlage (Word-Dokument)** beim Generaldelegierten (E-Mail-Adresse vorstehend) zu verlangen.

Für weitere Informationen wollen die nationalen Berichterstatter bitte mit dem Generalberichterstatter Kontakt aufnehmen.

I. La nouvelle période de programmation 2014-2020 pour le développement rural et la sauvegarde des communautés rurales

1. Quelles objectifs spécifiques par rapport à la nouvelle législation de l'UE sur le développement rural étaient définis et promus par votre pays pendant les négociations ? Votre pays a-t-il pu exercer une influence sur le contenu du règlement n° 1305/2013 ou sur d'autres points de la réglementation européenne relative au développement rural ? Indiquez les points concernés. (Pour les Etats non-membres : Quelles objectifs prévoit-elle, votre législation nationale concernant le développement rural ?)
2. Quelles mesures de soutien prévues par le règlement n° 1305/2013 représentent un intérêt particulier pour votre pays ? (Pour les Etats non-membres : Quelles prescriptions de votre législation nationale sur le développement rural présentent un intérêt particulier ?)
3. Est-ce que la sauvegarde des communautés rurales visée par l'article 6 du règlement n° 1305/2013 est une préoccupation importante dans les programmes de développement rural de votre pays ?
4. La mise en œuvre du règlement n° 1305/2013 soulève-t-elle des difficultés dans votre pays ? Lesquelles ? (Pour les Etats non-membres : Quelles difficultés soulève la mise en œuvre de la législation concernant le développement rural dans votre pays ?)
5. Est-ce que l'aide prévue au titre de l'art. 20 du règlement 1305/2013 concernant les « services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » jouent un rôle important dans le programme de développement rural de votre pays ? (Pour les Etats non-membres : Est-ce qu'il y a des mesures comparables à celles de l'UE concernant les services de base et la rénovation des villages dans votre pays ?)
6. Votre pays utilise-t-il les sous-programmes thématiques prévus par l'art. 7 du règlement n° 1305/2013, notamment en ceux qui concerne « les jeunes agriculteurs », « les petites exploitations » et « les femmes dans l'espace rural » ? (Pour les Etats non-membres : Votre législation nationale prévoit-elle des prescriptions comparables à celles de l'UE et de quelle importance sont celles-ci ?)
7. Quelles prescriptions nationales autre que l'implémentation de la législation européenne accompagne le développement rural dans votre pays ?

II. En particulier: Acquisition transfrontalière ou non-agricole des terres agricoles

8. Donnez des informations de base (faits et chiffres) concernant les acquisitions transfrontalières dans votre pays. Est-ce que l'acquisition transfrontalière ou l'acquisition financée par des fonds non-agricoles sont un sujet de politique agricole dans votre pays (p.ex. existe-t-il dans votre pays des investisseurs pour l'acquisition de terres agricoles dans un autre pays et réciproquement des investisseurs étrangers candidats à l'acquisition de terres agricoles dans votre pays ?)
9. Ces acquisitions sont-elles abordées par la législation de votre pays ? Dans quel cadre juridique ?

10. Quel est l'objectif visé par ce cadre juridique (p.ex. la sauvegarde des communautés rurales) ?
11. Quels instruments légaux prévoit la législation nationale de votre pays concernant l'acquisition transfrontalière ou non-agricole des superficies agricoles : p.ex. règles spécifiques concernant des droits réels restreints (gage, hypothèque, usufruit) ; restrictions concernant les types de contrats concernant l'exploitation des terres agricoles (bail à ferme, système d'affermage) ?
12. Dans une telle hypothèse d'acquisition transfrontalière, votre pays met-il des conditions concernant la personne du propriétaire foncier ou de l'exploitant de terres agricoles (p. ex. condition de nationalité, de formation agricole ou de preuve de l'intention d'utiliser les terres pour un usage exclusivement agricole) ?
13. Quelle est la législation nationale pertinente pour l'acquisition de propriété foncière ou l'usage des terres agricoles par des personnes morales ? Veuillez vous limiter aux conditions qui divergent des conditions régulières auxquelles les personnes physiques sont soumises.
14. Veuillez signaler les particularités d'application de votre droit national concernant l'acquisition transfrontalière ou non-agricole (p.ex. l'existence d'une procédure d'autorisation préalable pour l'acquisition de terres agricoles, système de contrôle).
15. Comment s'opère dans votre pays le contrôle juridictionnel ou administratif de l'acquisition des superficies agricoles ? Est-ce que le droit national prévoit des procédures légales spécifiques (p.ex. des cours spécifiques ou des procédures d'arbitrage pour régler des litiges et différends sur l'acquisition rurale) ? Comment sont le contournement (p.ex. des contrats simulés) et la violation des restrictions nationales concernant l'acquisition des superficies agricoles empêchés ?

I. The new rural development period of the EU 2014-2020 and the maintenance of rural communities

1. Which specific national objectives were determined and promoted by your country during the negotiations of the EU's new rural development legislation? Will your country be able successfully to implement these national objectives under Regulation No. 1305/2013 and other EU provisions? (For non-member states: what are the goals provided in national rural development legislation?)
2. Which rural development measures in Regulation No. 1305/2013 have a particular significance for your country? (For non-member states: which provisions of the rural development legislation are of particular importance?)
3. Is the maintenance of rural communities an important issue in the national rural development programme of your country, as provided for under art. 6 of Regulation No. 1305/2013?
4. Which noteworthy difficulties are arising during national implementation of Regulation No. 1305/2013? (For non-member states: are there any noteworthy difficulties arising during the enforcement of the relevant law on rural development?)
5. Does the support of "basic services and village renewal in rural areas" under art. 20 of Regulation No. 1305/2013 have a significant role in your national rural development programme? (For non-member states: are there any provisions comparable to those governing basic services and village renewal?)
6. Do the thematic sub-programmes under art. 7 of Regulation No. 1305/2013 (especially, "young farmers", "small farms" and "women in rural areas") have a significant role in your national rural development programme? (For non-member states: are there any comparable provisions and, if so, of what importance are they in your country?)
7. What other national legislation (i.e., in addition to national implementation of EU-law) addresses rural development in your country?

II. Specific topic: cross-border acquisitions and acquisitions by non-agricultural capital of agricultural land

8. Background information, facts and figures: is cross-border acquisition and/or acquisition by non-agricultural capital an issue in your country's agricultural policy (e.g., investors in your country wishing to engage in cross-border acquisitions or your country being a target for cross-border acquisitions; non-agricultural investors in your country intending to buy land in your country)?
9. Does national legislation in your country address the issue of cross-border acquisition and/or acquisition by non-agricultural capital? If so, please outline the legal framework.
10. What is the intended purpose any such legal framework (e.g., the maintenance of rural communities)?

11. Are there any legal instruments in the national law of your country which address cross-border acquisition and/or acquisition by non-agricultural capital of agricultural land: e.g. special rules which limit rights *in rem* such as liens, mortgages and beneficial interest (*usufructus*); and restrictions on types of contract for agricultural land use (such as leasehold contracts or share-cropping)?
12. Are there any special provisions in the national law of your country which concern the status of the individual land owner or land user (e.g., requirements as to citizenship, agricultural qualifications or proof of intention to pursue agricultural activities on the land in question)?
13. Is there any relevant national legislation for the acquisition of land ownership or use of agricultural land by legal persons (legal entities)? Please focus solely on the conditions which differ from the conditions regulating the acquisitions of natural persons.
14. How is any national law on cross-border acquisition and/or acquisition by non-agricultural capital enforced in your country (e.g., prior authorisation procedure for the acquisition of agricultural land and control systems)?
15. How is judicial control of the acquisition of agricultural land ensured in your country? Does national law lay down any special legal procedures (e.g., special courts or special arbitration procedures for the settlement of land-related legal disputes)? How does national law prevent the circumvention (e.g., by sham contracts) and violation of restrictions on agricultural land acquisition?

I. Die neue Programmplanungsperiode zur Förderung der ländlichen Entwicklung der EU 2014-2020 und der Erhalt ländlicher Gemeinden

1. Welche spezifischen Ziele sind während den Verhandlungen zur neuen EU-Gesetzgebung über die Entwicklung des ländlichen Raums in Ihrem Land bestimmt und propagiert worden? Konnte Ihr Land diese Ziele erfolgreich in die VO 1305/2013 und andere EU-Vorschriften einbringen? (Für Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Welche Ziele sieht die nationale Gesetzgebung in Ihrem Land bezüglich der ländlichen Entwicklung vor?)
2. Welche Maßnahmen der VO 1305/2013 sind von besonderer Bedeutung für Ihr Land? (Für Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Welche Vorgaben der Gesetzgebung über die ländliche Entwicklung sind von besonderer Bedeutung?)
3. Ist der Erhalt ländlicher Gemeinden im ländlichen Entwicklungsprogramm gemäss Art. 6 VO 1305/2013 ein wichtiges Anliegen in Ihrem Land?
4. Welche erwähnenswerten Schwierigkeiten ergeben sich in der nationalen Umsetzung der VO 1305/2013? (Für Nicht-Mitgliedstaaten: Gibt es erwähnenswerte Schwierigkeiten bei der Umsetzung der entsprechenden Gesetzgebung zur ländlichen Entwicklung?)
5. Spielt die Förderung der „Basisdienstleistungen und Dorferneuerung in ländlichen Gebieten“ gemäß Art. 20 VO 1305/2013 eine wichtige Rolle im ländlichen Entwicklungsprogramm Ihres Landes? (Für Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Gibt es vergleichbare Massnahmen zu jenen der EU betreffend Basisdienstleistungen und Dorferneuerungen?)
6. Spielen die thematischen Teilprogramme gemäss Art. 7 VO 1305/2013, speziell diejenigen bezüglich „Junglandwirte“, „kleine landwirtschaftliche Betriebe“ und „Frauen in ländlichen Gebieten“ eine wichtige Rolle in Ihrem nationalen Programm zur ländlichen Entwicklung? (Für Nicht-Mitgliedstaaten: Gibt es in Ihrer nationalen Gesetzgebung vergleichbare Bestimmungen und falls ja, wie wichtig sind diese in Ihrem Land?)
7. Welche andere nationale Gesetzgebung neben der Umsetzung des EU-Rechts flankiert die ländliche Entwicklung in Ihrem Land?

II. Im Speziellen: Grenzüberschreitender und außerlandwirtschaftlicher Erwerb landwirtschaftlicher Flächen

8. Hintergrundinformationen, Zahlen und Fakten: Ist der grenzüberschreitende Erwerb und Erwerb durch außerlandwirtschaftliches Kapital ein Thema in der Agrarpolitik Ihres Landes (z.B. Investoren in Ihrem Land, die im Ausland grenzüberschreitend Land erwerben wollen oder Ihr Land als Ziel von ausländischen Investoren, die grenzüberschreitend Land erwerben wollen; außerlandwirtschaftliche Investoren in Ihrem Land, die Land erwerben wollen)?
9. Berührt die nationale Gesetzgebung Ihres Landes die Thematik des grenzüberschreitenden und ausserlandwirtschaftlichen Erwerbs? Bitte führen Sie den entsprechenden rechtlichen Rahmen aus.

10. Was ist der beabsichtigte Grund hinter besagtem rechtlichen Rahmen (z.B. Erhalt der ländlichen Gemeinden)?
11. Welche rechtlichen Instrumente sieht die nationale Gesetzgebung Ihres Landes bezüglich des grenzüberschreitenden und ausserlandwirtschaftlichen Erwerbs landwirtschaftlicher Flächen vor: z.B. spezifische Regeln bezüglich der beschränkten Rechte *in rem* wie Pfandrechte, Hypotheken, Nießbrauch (*usufructus*); Restriktionen bezüglich der Vertragstypen für den Gebrauch landwirtschaftlicher Flächen wie Pachtverträge oder Entrichten einer Pacht durch einen Teil der Ernte?
12. Gibt es spezielle Vorschriften im nationalen Recht Ihres Landes bezüglich der Person des Landeigentümers oder Landnutzers (z.B. Anforderungen bezüglich der Staatsbürgerschaft, landwirtschaftliche Ausbildung oder Absichtserklärung auf der in Frage stehenden Fläche landwirtschaftlichen Aktivitäten nachzugehen)?
13. Welches ist die einschlägige nationale Gesetzgebung für den Eigentumserwerb oder den Gebrauch landwirtschaftlicher Flächen durch juristische Personen? Bitte fokussieren Sie einzig auf die Bedingungen, welche von denjenigen für natürliche Personen abweichen.
14. Wie wird das nationale Recht bezüglich grenzüberschreitendem und ausserlandwirtschaftlichem Erwerb durchgesetzt (z.B. vorgängiges Bewilligungsverfahren für den Erwerb landwirtschaftlicher Flächen, Kontrollsystem)?
15. Wie wird die gerichtliche Kontrolle des Erwerbs landwirtschaftlicher Flächen in Ihrem Land umgesetzt? Sieht das nationale Recht spezielle rechtliche Verfahren vor (z.B. spezifische Gerichte oder Schiedsgerichtsverfahren für die Beilegung rechtlicher Streitigkeiten bezüglich Landerwerb)? Wie werden Umgehung (z.B. „Strohmanngeschäfte“) und Verletzung der nationalen rechtlichen Restriktionen bezüglich Landerwerb verhindert?